



Agir en réseau: le pari du ReSaD

Le Réseau Sahel Désertification (ReSaD) constitué de quatre plateformes nationales d'ONG du Burkina Faso, de France, du Mali et du Niger, toutes actives dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres, est à la veille d'entamer son troisième plan d'action déposé pour financement à l'Agence Française de Développement. En peu d'années, le réseau s'est installé dans le paysage des acteurs du développement en zone sahélienne comme un interlocuteur valable. Se fondant sur la légitimité des engagements des pays dans le cadre de la Convention Désertification et sur l'expertise indéniable des acteurs associatifs qui le constituent, le ReSaD est devenu autant une voix, qu'un porte-voix ; à travers lui s'expriment les préoccupations et les engagements de la société civile aussi bien dans les débats et négociations que sur le terrain de l'action au plus près des populations. Ceci à travers deux mots d'ordre « mobiliser » et « agir ».

A la genèse, l'intuition initiale du CARI était de susciter une forme organisée et stabilisée des forces vives de la société civile, se situant comme partie prenante aux deux bouts de la chaîne (des décisions à leur mise en œuvre). C'est aujourd'hui en bonne partie concrétisée sous la forme du ReSaD. Le ReSaD dialogue avec les institutions comme la CNULCD, l'UICN, la Banque Mondiale, la FAO, avec les Coopérations bilatérales, avec les Ministères, agences nationales et avec les initiatives telles que la Grande Muraille Verte, l'I3N au Niger et d'autres encore. La difficulté d'un tel exercice réside dans la capacité d'organisation collective apte à peser, et au-delà de la compétition du chacun pour soi. Mais aussi dans des perceptions qui peuvent être sur ou sous-estimées !

S'agissant d'un réseau international nord-sud, il faut aussi dépasser les frustrations et rancœurs héritées de l'histoire dans une véritable alliance : l'entre-aide, l'écoute, la diplomatie, le respect mutuel, mais aussi la fermeté, sont tour à tour sollicités. La tâche assumée par le CARI de coordonner le ReSaD en fait un acteur au service du réseau, mais aussi le responsable de l'exécution organisée des décisions collectives via divers outils méthodologiques et la gestion de ressources humaines que l'on pourrait qualifier « d'ingénierie réseau ».

Dans cette expérience, rien n'est écrit à l'avance, mais nous restons convaincus qu'il s'agit bien d'une option pertinente d'engagement effectif de la société civile – si souvent invoquée mais si souvent instrumentalisée - à tous les niveaux. En matière de développement, rien n'est durable sans la participation de la société civile, l'histoire nous l'a démontré. Il y a urgence à innover. Les pages qui suivent attestent des réalisations et du mouvement ainsi créé. Bonne lecture.

Patrice Burger, Président du CARI

Le ReSaD, une initiative Nord-Sud contre la dégradation des terres, pour la sauvegarde des patrimoines nourriciers et l'amélioration des conditions de vie des populations.



LE RESAD II AU BURKINA FASO : ARTICULER LES INTERVENTIONS AVEC CELLES DE LA GRANDE MURAILLE VERTE

Au Burkina Faso, la lutte contre la désertification et la sécheresse est prise en compte dans les préoccupations nationales depuis plusieurs décennies. Cependant, la mise en œuvre des différents plans d'actions nationaux n'a pas permis jusqu'à présent d'inverser la tendance de dégradation des terres.

L'engagement du pays dans l'Initiative pour une Grande Muraille Verte pourrait représenter une voie permettant de déployer des actions ayant un impact fort sur les zones les plus menacées. La réalisation de cette initiative cible plus particulièrement 4 régions du Burkina Faso : Centre Nord, Est, Plateau Central et Sahel. En s'appuyant sur les ONG membres du SPONG actives dans ces régions, le projet ReSaD II a permis d'intervenir en articulation avec les actions de la GMV. En outre, cette articulation s'est trouvée renforcée grâce à la vision partagée du ReSaD et de la GMV, de consacrer les communes comme portes d'entrée des interventions terrains.

Accompagnement des communes au déploiement de la gestion durable des terres dans leurs territoires

Communes	Activités	Bénéficiaires
Dori, région du Sahel	Accompagnement des acteurs communaux à la mise en œuvre d'un microprojet d'investissement : récupération à base de demi-lunes de 37 ha de terres dégradées dans la forêt communale et de 20 ha de terres dégradées dans les villages.	Les actions de restauration et de gestion durable des ressources de la forêt communale concernant les 15 villages utilisateurs de la forêt, soit près de 17000 habitants.
	Form'action de la commune : montage d'un projet de restauration d'une nouvelle portion de sa forêt communale, orienté sur la création d'emplois verts et d'activités génératrices de revenu	Les formations organisées ont bénéficié à : - 4 élus de la mairie et 8 représentants des services techniques (form'action) - Les 35 femmes maraîchères
	Organisation d'un voyage d'étude et de formation pour 35 femmes maraîchères de Dori, sur les techniques de production et sur la structuration en groupement.	
Tikaré, région du Centre Nord	Form'action de la commune : montage d'un projet de création d'un espace vert de loisir sur un site communal menacé d'érosion. La Grande Muraille Verte au Burkina Faso s'est positionnée favorablement pour cofinancer ce projet.	La form'action a bénéficié à 10 élus et 5 représentants des services techniques de la commune. Le projet qu'ils ont construit bénéficiera à la population de Tikaré Centre soit plus de 8 000 personnes.

Commune	Activités	Bénéficiaires
Ouahigouya, région du Nord	Accompagnement de la commune de Ouahigouya pour la réalisation d'un magazine de sensibilisation à la protection de sa mare et de ses berges, en partenariat avec la radio « Voix du Paysan » et quatre autres radios locales qui ont diffusé le magazine sur leurs ondes.	Cela a permis de toucher la population sur l'étendue de la commune de Ouahigouya qui compte 169 893 habitants.

Les représentants de 8 autres collectivités des régions du Plateau Central, Nord, Centre Nord, Sahel et Est ont également bénéficié d'autres activités de renforcement des capacités (ateliers d'échange, formation) et de plaidoyer (cadres de concertation).

Renforcement des capacités des organisations de la société civile

Principales actions de renforcement des capacités	<p>Avril 2016 : Formation sur les techniques de plaidoyer (Ouagadougou – 35 participants)</p> <p>Septembre 2017 : Atelier d'appropriation des ODD (Ouagadougou – 60 participants)</p> <p>Janvier 2018 : Atelier d'échange sur la RNA (Ouagadougou – 19 participants)</p> <p>Février 2018 : Formation de formateurs sur le module de form'action (Ziniaré – 16 participants)</p>
---	---

Les actions de renforcement des capacités ont permis de toucher en particulier des ONG intervenant dans les régions du Nord (APEDR), du Sahel (UFC Dori, A2N, Tii Paalga), du Centre Nord (APIL), du Plateau Central (ASMADE), du Centre (MECB) et de l'Est (ARFA).



Témoignage

L'Association pour la protection de l'environnement et le développement rural a découvert le ReSaD grâce à des annonces en ligne sur le Sommet Désertif'actions 2015. L'association a saisi l'opportunité de participer au sommet, ce qui lui a permis de mieux se situer dans le panorama des acteurs sur la désertification : « Nous connaissions bien-sûr la thématique mais nous n'en avons pas fait un axe d'intervention.

Depuis notre participation à cette conférence, nous avons revu notre positionnement et menons à présent toutes nos actions sous le chapeau Lutte Contre la Désertification ». Suite à Désertif'actions 2015, APEDR s'est rapprochée du SPONG et en est devenue membre. L'ONG a alors été invitée à participer aux différentes actions de préparation des COP organisées par le SPONG/ReSaD. Elle a participé à la COP22 de la CCNUCC, puis a été prise en charge par le SPONG/ReSaD pour participer à la COP13 de la CNULD.

« Ce que nous retenons de notre participation aux COP, c'est surtout le partage d'expériences. Des voyages d'études sont organisés. Les rencontres que nous y faisons sont également très riches d'enseignements et nous développons notre réseau. Nous sommes en contact direct avec les partenaires financiers et des opportunités se dessinent. Être présent pour mener des actions de plaidoyer c'est important. Bien-sûr les retombées de telles actions ne sont pas immédiatement palpables mais nous les ressentons dans une certaine mesure à travers les mécanismes de financement qui découlent de ces rencontres. »

Bilan



Le projet a permis de faire émerger, au fur et à mesure, un noyau de membres du SPONG actifs et qui s'investissent dans le partage de pratiques au sein du réseau. Ce noyau est en posture de faire émerger une vision de ce que peut être la lutte contre la désertification au Burkina Faso et la partager au sein du ReSaD.



Pour la suite du réseau, il sera nécessaire de caractériser l'expertise existante au sein des membres, afin de clarifier l'offre de service que peut proposer le SPONG/ReSaD à l'ensemble de ses membres et de ses partenaires.





LE RESAD II EN FRANCE : ORGANISER LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE COMBAT CONTRE LA DÉSERTEFICATION



Au niveau international, le phénomène de la désertification est pris en compte par la Convention des Nations-Unies sur la Lutte Contre la Désertification. Bien que son territoire ne soit pas menacé, la France fait partie des premiers pays à avoir ratifié cette Convention. Cela marque son engagement à participer à la lutte contre la désertification dans les pays touchés, en mobilisant ses instruments de coopération.

Pour soutenir cet engagement, la France s'appuie sur les ONG et scientifiques actifs dans la lutte contre la désertification, regroupés depuis 2001 au sein du Groupe de Travail Désertification. Le GTD est donc l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics français sur cette question, et fournit entre autres un appui décisif à la préparation de la délégation française pour participer aux conférences des parties de la CNULCD.



Mobilisation de la société civile pour influencer sur la CNULCD

<p>Assurer une veille stratégique</p>	<p>Le GTD/ReSaD assure un travail de recueil d'informations sur les sujets d'actualités concernant la GDT et la CNULCD, à partir de recherches documentaires, de revues de presse, ou de participation à des réunions stratégiques. Son travail de veille permet la compilation et la diffusion de ces informations pour le bénéfice du plus grand nombre.</p>
<p>Construire une voix collective</p>	<p>Avant les COP de la CNULCD, le GTD/ReSaD contribue à l'organisation du sommet Désertif'Actions (juin 2015 à Montpellier et juin 2017 à Strasbourg) qui rassemble la société civile internationale pour produire des positions collectives qui sont ensuite portées dans les COP. Des papiers de positions sont ainsi produits collectivement et diffusés.</p>
<p>Agir pour peser sur les décisions</p>	<p>Le GTD/ReSaD est sollicité par les acteurs de la coopération française en charge du suivi de la CNULCD, pour préparer les positions de la France. Le GTD/ReSaD participe également aux COP avec les autres plateformes, et y porte les positions construites par la société civile française sur ces sujets.</p>

Renforcement des capacités des organisations de la société civile

Principales actions de renforcement des capacités organisées par le GTD / ReSaD

- Mai et Décembre 2016 : Participation de membres du GTD aux formations organisées par Coordination Sud sur le plaidoyer (Paris, 9 participants)
- Octobre 2016 : Formation sur la planification territoriale (Montpellier, 14 participants)
- Mai 2017 : Atelier d'échange sur la gestion foncière (Paris, 15 participants)
- Mai 2018 : Formation sur le théâtre forum (Montpellier, 8 participants)
- Mai 2018 : Atelier d'échange et de formation sur les projets de LCD, GDT (Montreuil, 52 participants)

Les activités du GTD sont destinées à ses membres, soit 17 ONG intervenant au Sahel (SOS Sahel, Gret, AgriSud, Danaya, Eau Vive, AVSF, Terre et humanisme...), les scientifiques du CSFD, 2 acteurs du domaine privé (Salvaterra et Greenway International), des collectivités territoriales impliquées dans des actions de coopération décentralisée (Ile de France, Occitanie, Essone, Montreuil...).

Production de documents de références et de supports de sensibilisation

Le GTD/ReSaD a mobilisé l'expertise de ses membres pour approfondir plusieurs concepts et approches comme la Neutralité en matière de Dégradation des Terres, l'approche territoriale... Ces réflexions collectives ont donné lieu à des publications, notes d'actualités et articles techniques diffusés au sein du réseau et plus largement auprès des acteurs et décideurs de la lutte contre la désertification. Par ailleurs, le GTD/ReSaD produit des outils de sensibilisation à destination du grand public : une campagne web de sensibilisation a ainsi été mise en ligne à l'occasion de la Journée Mondiale de la Désertification en 2018.



Témoignage

Membre du GTD, l'association française Danaya a été créée en 2006 pour œuvrer à la souveraineté alimentaire des populations sahéniennes à travers la diffusion de pratiques agroécologiques : « nous avons comme projet le développement de fermes sur la bande sahénienne qui associerait une obligation de gestion forestière/reboisement pour les exploitants. C'est un projet qui doit être mené à grande échelle si l'on veut un réel impact sur la désertification ». Pour cela, Danaya cherche à mobiliser largement des partenaires techniques et financiers. Aussi, dans le cadre du GTD, la participation à des rencontres internationales a permis à l'association de nouer des contacts et de présenter son projet.

« A cette époque je ne connaissais pas vraiment bien le ReSaD. J'avais entendu parler du ReSaD mais je ne voyais pas bien le lien avec le GTD, avec nous. C'est lors d'un déplacement à Montpellier pour une réunion GTD que j'ai rencontré les membres du ReSaD. [...] les liens se sont ensuite progressivement construits et consolidés ».

L'investissement de Danaya dans le ReSaD s'est progressivement affirmé, et l'association a été désignée pour assurer la fonction du chargé de liaison GTD/ReSaD. Pour conclure, selon les mots du représentant de Danaya : « je dirais que je me sentais GTD jusqu'à fin 2016, période où j'ai rencontré physiquement les membres du ReSaD, maintenant je me sens ReSaD. »

Bilan

Le projet ReSaD II a permis de réaffirmer la position du GTD auprès des pouvoirs publics français dans le cadre de la CNULCD. Ce positionnement se nourrit de la capacité de la plateforme à construire et porter une réelle voix collective de la société civile française sur la désertification.

Le GTD occupe une situation spécifique dans le réseau, en tant que plateforme d'un pays non affecté. Il apporte une réelle valeur ajoutée en termes de plaidoyer et d'analyse sur les sujets de fonds, en mobilisant notamment ses scientifiques membres. L'articulation et l'interconnaissance entre les membres du GTD et les autres plateformes du ReSaD sera à renforcer, en s'appuyant par exemple sur les antennes présentes dans les pays sahéniens.



LE RESAD II AU MALI : UN APPUI FORT AU DEPLOIEMENT DE LA GDT DANS LES TERRITOIRES DU CERCLE DE NIORO DU SAHEL



Au Mali, le ReSaD concentre ses interventions sur le terrain auprès des communes du Cercle de Nioro du Sahel (région de Kayes). Dans cette zone, l'économie des ménages repose principalement sur l'agriculture et l'élevage, cependant le potentiel productif des écosystèmes y connaît une baisse vertigineuse en raison de pratiques agricoles archaïques, des sécheresses récurrentes et de la désertification qui en découle. Les ménages font donc face à une perte significative de leurs moyens de subsistance et sont menacés en conséquence d'insécurité alimentaire. Les membres du GCOZA interviennent dans ce Cercle pour accompagner les populations rurales à lutter contre la désertification et améliorer leur résilience aux changements climatiques, par la diffusion de pratiques agricoles adaptées et productives. Les représentants de ces communes ont également participé à des ateliers d'échanges d'expérience nationaux organisés par le GCOZA/ReSaD.

Accompagnement des communes au déploiement de la GDT dans leur territoire

Communes	Activités	Bénéficiaires
Communes de Gavinané et Diaye Coura	<p>Aménagement de 2 fermes agricoles communautaires intégrées de 14 hectares chacune</p> <p>Aménagements de périmètres maraîchers et de jardins polyvalents de 1 à 2 hectares</p> <p>Formation des femmes exploitantes sur les techniques maraichères et sur les techniques de production de plants forestiers.</p> <p>Mise en place de deux coopératives de femmes maraichères.</p>	<p>Ce sont 350 femmes qui ont bénéficié de ces aménagements et des formations.</p> <p>Ces aménagements permettront d'améliorer la disponibilité en produits maraîchers au bénéfice de la population des deux communes.</p>
Commune de Nioro Tougoné Rangabé	<p>Form'action de la commune : montage d'un projet de construction d'un micro-barrage pour améliorer la disponibilité en eau dans la commune (abreuvement des animaux et développement du maraîchage).</p> <p>Le projet a été intégré dans une requête au Fonds Vert Climat Mali. En parallèle, la commune mobilise sa diaspora pour commencer les actions.</p>	<p>La form'action a bénéficié à 21 représentants de la commune (élus, services techniques et organisations communautaires de base.</p> <p>Le micro-barrage bénéficiera directement aux 6 750 habitants des villages limitrophes.</p>
Communes de Gavinané, Youri et Diaye Coura regroupées en intercommunalité	<p>Form'action des trois communes : montage d'un projet d'aménagement de 27 km de la route intercommunale intégrant des aménagements des terres de part et d'autre de la route. Pour financer le projet, les communes prévoient de mobiliser leurs partenaires de coopération décentralisée.</p> <p>Appui aux communes pour la réalisation et la diffusion d'une table-ronde, en partenariat avec leurs radios communales pour sensibiliser agriculteurs et éleveurs sur le respect des zones de cultures et couloirs de passage du bétail en transhumance.</p>	<p>L'aménagement de la route bénéficiera aux 21 957 habitants des trois communes.</p>

Renforcement des capacités des organisations de la société civile

Principales actions de renforcement des capacités organisées par le GCOZA / ReSaD

- Décembre 2015 : Atelier d'échange sur l'agriculture intelligente face aux changements climatiques (Bamako – 25 participants)
- Mai 2016 : Formation sur les techniques de plaidoyer (Bamako – 25 participants)
- Novembre 2016 : Formation sur la mobilisation de ressources financières (Bamako – 27 participants)
- Mai 2017 : Atelier d'échange sur l'analyse des forces et faiblesses des projets de GDT au Sahel (Nioro du Sahel – 20 participants)
- Mars 2018 : Formation de formateurs sur le module de form'action (Sébénikoro – 16 participants)

Les actions de renforcement des capacités du GCOZA/ReSaD ont en premier lieu bénéficié aux acteurs de la région de Kayes (ONG CERAD, CEPAP, AIF). Elles ont également permis de renforcer les capacités d'ONG intervenant dans les régions de Koulikoro (AFAD, SECO ONG, GAREF et OMAFES), de Tombouctou (ASFEM) et de Ségou (SECO ONG, ASFEM).



Témoignage

L'Association d'Appui aux Initiatives de base pour le développement de la Femme (AIF) est une ONG féminine membre du GCOZA depuis plus de 10 ans. Elle a été associée à la dynamique du ReSaD au Mali, en participant aux différentes activités organisées par le GCOZA.

Ces activités ont permis à l'AIF de renforcer ses capacités : « Par exemple, l'AIF a été retenue par Réseau Climat Mali suite à un appel à projet. C'est en se servant de ce que nous avons appris avec le ReSaD ».

D'après l'AIF, les points forts du ReSaD sont donc surtout les échanges et les formations. Néanmoins l'association a également d'autres attentes vis-à-vis du réseau, notamment sur l'accès aux financements pour les activités des ONG ou des collectivités : « Nous travaillons pour les collectivités, si elles sont aidées, c'est intéressant pour nous ».

Pour les ONG membres du GCOZA, le lien avec les autres plateformes du réseau est assuré par le point focal ReSaD au Mali. La participation du point focal ReSaD du Burkina Faso à une activité du GCOZA/ReSaD a permis à l'AIF de prendre conscience de la réalité du réseau. D'après l'AIF, « Il faudrait organiser des échanges entre les membres des plateformes des différents pays. Quand nous montons un projet, nous mettons en avant le fait que nous travaillons avec le ReSaD ».



Bilan

» Le ReSaD II a multiplié les interventions ciblant les communes du Cercle de Nioro du Sahel, pour améliorer leur prise en main de la GDT et accompagner des actions sur le terrain. Le fait d'associer les acteurs de ces territoires (CL ou ONG) aux formations et ateliers d'échanges d'expérience organisés par le GCOZA/ReSaD a permis une continuité territoriale dans la dynamique de renforcement des capacités.

» Au sein du GCOZA, les membres mènent ensemble des projets de recherche-action sur la GDT et les pratiques d'agroécologie. Les résultats de cette recherche-action sont encore trop peu valorisés dans le cadre du ReSaD auprès des membres dans les autres pays. Cette valeur ajoutée du GCOZA sera à mettre plus en avant dans les suites du ReSaD.



LE RESAD II AU NIGER : LE DEVELOPPEMENT PASTORAL AU CŒUR DES INITIATIVES

Au Niger, le CNCOD/ReSaD est intervenu en appui aux communes de la région de Tahoua. Cette région, traversée par la zone pastorale du Niger, voit ses sols fortement menacés de dégradation par l'érosion hydrique et éolienne. Par ailleurs, la poussée démographique y entraîne une consommation accrue des ressources naturelles et une concurrence importante entre agriculture et élevage. Enfin, la région est frontalière du Mali et du Nigéria, ce qui la place au cœur des enjeux sécuritaires. La population de la région de Tahoua a donc des attentes importantes en termes de développement, mais les moyens sont insuffisants. L'intervention en réseau pour soutenir les communes de Tahoua et leurs populations prend tout son sens. Pour intervenir sur le terrain, le ReSaD s'appuie sur des associations actives et ancrées dans les communes, qui sont renforcées et outillées.

Accompagnement des communes au déploiement de la GDT dans leur territoire

Communes	Activités	Bénéficiaires
Communes de Tchintabaraden, Badaguichiri, Tajaé, Illéla	Récupération de terres à vocation pastorale par des aménagements de conservation des eaux de surface et de la fertilité des sols, combinés à du reboisement. 1 683 ha récupérés sur les 4 communes Mise en place d'une ferme agricole communautaire à Badaguichiri à destination de femmes Organisation d'une conférence publique de sensibilisation à la coupe abusive du bois dans la commune de Tajaé. Elle a été retransmise par la radio dans le cadre d'émissions – débats faisant intervenir les auditeurs.	La récupération des terres a permis d'améliorer la disponibilité en fourrage dans les 4 communes au bénéfice d'environ 16 000 habitants pratiquant l'élevage. La ferme a bénéficié à 1 400 femmes organisées en groupement.
Commune de Torodi, région de Tillabéry	Form'action de la commune : montage d'un projet de réhabilitation d'un plateau à vocation pastorale, dont les terres étaient fortement dégradées. Le document de projet finalisé a été soumis pour financement à des programmes nationaux : le PAC 3 et le PRAPS.	La form'action a bénéficié à 16 représentants de la commune (élus et services techniques). Le projet améliorera l'accès aux ressources forestières pour les éleveurs des 3 villages limitrophes du site restauré. Cela permettra d'améliorer la disponibilité en viande dans la commune qui compte 110 000 habitants.
Commune d'Illéla, région de Tahoua	Form'action de la commune : montage d'un projet de récupération de 70 ha de terres dégradées pour une amélioration durable de la production sylvo-pastorale. Le projet sera mené en partenariat avec le comité de gestion des espaces environnementaux de la commune. Le projet sera également proposé au PAC3 pour financement.	La form'action a bénéficié à 11 représentants de la commune (élus et services techniques), ainsi qu'à 1 représentant d'ONG locale. Le projet améliorera l'accès aux ressources et bénéficiera aux éleveurs du village de Djuinguiniss qui compte 4 225 habitants.

Renforcement des capacités des organisations de la société civile

Principales actions de renforcement des capacités organisées par le CNCOD / ReSaD	<ul style="list-style-type: none">• Avril 2016 : Formation sur les techniques de plaidoyer (Tahoua – 39 participants)• Décembre 2016 : Formation sur les techniques de conservation des eaux de surface et de gestion de la fertilité des sols (Tahoua – 38 participants)• Mars 2017 : Formation de formateurs sur le module de form'action (Dosso – 15 participants)• Mars 2017 : Formation sur le pastoralisme transfrontalier (Niamey – 11 participants du Niger)
Les actions de renforcement des capacités organisées par le CNCOD/ReSaD se sont adressées à une diversité d'acteurs	<ul style="list-style-type: none">• ONG : CDR, Aharog ou ANISE• Organisations paysannes des villages et communes• Organisations paysannes nationales : AREN, FNEN-DADDO• Représentants élus et services techniques communaux, départementaux et régionaux <p>Une majeure partie de ces acteurs interviennent dans la région de Tahoua, mais la formation de formateurs, et la formation sur le pastoralisme transfrontalier ont aussi convié des acteurs de Dosso, Agadez, Tillabéri et Maradi</p>



Témoignage

Au Niger, de par la décentralisation, les communes sont les gestionnaires de leur territoire. Afin d'assurer leur rôle de pilote du développement, elles élaborent tous les 5 ans des plans de développement communaux. Pour les mettre en œuvre, il est nécessaire qu'elles en extraient des projets et qu'elles mobilisent des financements.

La form'action a été conçue pour permettre aux communes d'opérationnaliser leurs PDC en ce qui concerne la GDT. L'équipe de la mairie de Torodi témoigne de cette expérience nouvelle : «A la fin de la form'action, nous sommes sortis avec un projet. Le format de la form'action est très intéressant car participatif : tous les acteurs ont été impliqués. On part du PDC puis on rencontre les bénéficiaires et on va sur le terrain. Avant, on travaillait entre quatre murs. Quand on se rend sur le terrain on voit que des choses existent et qu'il faut partir de l'existant.

Par exemple, quand on s'est rendu sur le plateau de Niamba on a constaté que des terres avaient déjà été aménagées, il fallait donc réhabiliter l'espace. Cela a aussi permis aux bénéficiaires de mieux s'approprier le microprojet.

L'approche participative crée un climat de confiance avec les citoyens». La commune ne souligne qu'une difficulté, liée à la rédaction du document de projet, pour laquelle de multiples échanges avec le CNCOD/ReSaD ont été nécessaires afin d'arriver à la finalisation d'un document présentable à des bailleurs.



Bilan

» Le projet ReSaD II a permis de renforcer l'ancrage institutionnel du réseau au Niger par la recherche de synergies et de collaboration avec différents acteurs nationaux et internationaux. Dans le cadre du déploiement de la form'action, le CNCOD/ReSaD s'est rapproché du Programme d'Action Communautaire 3 et de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales qui visent à renforcer les capacités des communes. Les collaborations, initiées durant le ReSaD II, seront amenées à se consolider.

» Au Niger, il y a une multiplicité des ONG agissant sur la désertification regroupées dans les collectifs membres du CNCOD. Cependant, elles sont éparpillées sur le vaste territoire du Niger, et seul un faible nombre d'entre elles s'est à ce jour, approprié le ReSaD. L'animation de la dynamique du réseau au sein de la plateforme est donc à améliorer. Pour cela, le CNCOD peut s'appuyer en premier lieu sur ses antennes régionales, portées par des ONG membres.



Le ReSaD élabore un module de form'action (composante régionale du projet FLEUVE)

Face à l'enjeu de la GDT pour l'Afrique Sahélienne, il apparaît indispensable d'impliquer les autorités locales dans la recherche et la mise en œuvre de solutions adaptées aux besoins de leurs territoires et acceptées par tous les acteurs concernés. Pour renforcer les compétences de ces autorités à intégrer la GDT dans leurs priorités d'actions, le ReSaD et ses partenaires des réseaux Drynet et RADD0 ont initié la construction d'un module de form'action sur le montage de projets de GDT, à destination des collectivités locales.

- *Une construction participative des contenus et outils du module de form'action*

L'élaboration du module de form'action s'est faite à partir du recueil et de l'analyse collective des expériences, pratiques et actions des ONG, collectivités locales et institutions de 5 pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad).

- *Une phase d'ajustement sur la base de form'actions tests auprès des communes des 5 pays*

L'évaluation des premières form'actions par les participants et les formateurs mobilisés a conclu à la pertinence de l'outil qui allie apports de contenus théoriques, mise en pratique en salle et sur le terrain à la rencontre des lieux et acteurs concernés. Ces retours ont permis d'ajuster et enrichir le module de form'action.

- *Une diffusion programmée dans les 5 pays*

Des acteurs ont manifesté leur intérêt pour utiliser cet outil au sein de leurs programmes. Par ailleurs, des formations à l'utilisation du module ont permis de constituer des pools de formateurs, maintenant mobilisables en région dans les 5 pays.

Le ReSaD en posture d'animer les échanges d'expérience et le dialogue pluri-acteurs au niveau régional

Le projet ReSaD II a favorisé l'organisation d'ateliers régionaux, pour renforcer les compétences des membres et partenaires du réseau, mais aussi à des fins de productions d'éléments pédagogiques ou encore d'argumentaires.

Rencontre régionale des collectivités locales sur la gestion durable des terres dans les territoires <i>Niamey, mai 2016</i>	54 participants de 6 pays (Burkina Faso, France, Mali, Niger, Sénégal, Tchad). Représentants de collectivités locales, ONG et Institutions étatiques (dont coordinateurs nationaux de la GMV)	Construction collective des contenus du module de form'action.
Rencontre régionale sur l'appui au montage de projets de gestion durable des terres par les collectivités locales <i>Ouagadougou, septembre 2016</i>	57 participants de 6 pays Représentants de collectivités locales, ONG, radio rurales, formateurs et Institutions étatiques (dont coordinateurs nationaux de la GMV)	Construction des méthodes d'animation et outils pédagogiques du module de form'action.
Rencontre régionale sur l'intégration de la GDT dans la planification territoriale et l'accompagnement des communes à sa mise en œuvre Saly <i>Sénégal, décembre 2017</i>	53 participants de 8 pays (Burkina Faso, Djibouti, France, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) Représentants de collectivités locales, ONG, formateurs, institutions étatiques (dont les coordinateurs nationaux de la GMV).	Formation sur la planification territoriale intégrant la GDT

<p>Formation régionale sur le pastoralisme dans la Grande Muraille Verte : le rôle des pasteurs dans la gestion durable des terres et des paysages en particulier en zone transfrontalière</p> <p><i>Nouakchott, novembre 2017</i></p> <p><i>Niamey, mars 2018</i></p>	<p><u>En Mauritanie :</u></p> <p>30 participants de 4 pays (France, Mali, Mauritanie, Sénégal)</p> <p><u>Au Niger :</u></p> <p>30 participants de 4 pays (Burkina Faso, France, Niger, Tchad)</p> <p>Représentants de collectivités locales ONG, agents terrains de la GMV, partenaires techniques internationaux</p>	<p>Formations sur le pastoralisme transfrontalier animées par des experts.</p> <p>Élaboration d'argumentaires pour une meilleure prise en compte du pastoralisme transfrontalier par les États et par la GMV.</p>
--	---	---

Le projet ReSaD II a permis d'améliorer les actions de plaidoyer communes des membres du réseau :

Au cours du projet, une évolution progressive s'est fortement fait ressortir dans les plateformes du réseau. Les représentants des plateformes sont montés en compétences à travers l'organisation d'espaces de concertation pour les membres, la production de positionnements communs et la participation à des événements internationaux.

Cela a permis aux plateformes de se mobiliser de manière structurée pour préparer et participer à la COP 13 de la CNULCD. Au retour de laquelle chaque plateforme a organisé une restitution des résultats auprès de ses membres. Cette capacité à organiser la parole de la société civile, pour présenter auprès des instances de décision un interlocuteur porteur de positions communes, est aujourd'hui reconnue par les membres et partenaires du ReSaD.

Une ouverture progressive du ReSaD en termes de veille stratégique :

La veille stratégique menée au cours du projet a mis en lumière les liens entre la désertification et d'autres sujets connexes tels que les changements climatique, l'agriculture, la sécurité alimentaire... Ces sujets sont encore traités de manière cloisonnée, en témoignent la multiplication des stratégies et plans d'actions sectoriels, découlant des engagements pris par les États au niveau des cadres de décisions internationaux.

Le Sahel se situe à la croisée d'enjeux sociaux, environnementaux et économiques qui suscitent une forte attention des partenaires internationaux, et qui trouvent des recoupements sur les questions des terres et de leur dégradation. Il est donc pertinent de continuer à analyser l'articulation entre la désertification et les sujets connexes.

Principaux résultats de l'évaluation du réseau		
	+	-
La pertinence du réseau	Le réseau répond à un besoin de structuration de la société civile et sa légitimité est confirmée par les institutions et acteurs de la LCD/GDT	Son fonctionnement qui se révèle efficace pour la mise en œuvre de programmes est à consolider pour la dynamique réseau au sein des plateformes.
L'efficacité du projet	Toutes les activités prévues ont été réalisées. La visibilité du réseau et la circulation de l'information en interne ont été améliorées.	L'implication des ONG membres des plateformes doit être encouragée.
L'efficience du dispositif	La gouvernance s'avère efficace pour la mise en œuvre des activités et permet résoudre les difficultés Chaque plateforme est responsabilisée dans la recherche de financements	La structuration de la dynamique de réseau au sein des plateformes est à améliorer
Les effets en termes de renforcement des capacités et de plaidoyer	Une évolution de pratique auprès des CL touchées par la désertification Une connaissance accrue des membres des plateformes sur la thématique LCD/GDT Une crédibilité et une reconnaissance du réseau accrue au niveau des instances nationales et internationales	
La pérennité du réseau	Le réseau est en mesure d'exister et de mener des actions en dehors du plan d'action financé	L'animation est à renforcer au sein des plateformes pour une meilleure appropriation du réseau par les ONG membres

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

de l'évaluation externe du ReSaD II

Le ReSaD doit améliorer la capacité de ses membres et partenaires à lutter contre la désertification au Sahel

- Renforcer la valorisation de l'information au sein du ReSaD
- Spécifier les types d'apprentissage et modes de collaboration
- Cartographier l'expertise existant en interne au réseau



*Structurer
l'offre de
services*

Le ReSaD et ses plateformes doivent maintenir leur capacité d'influence sur les sujets liés aux terres dans les espaces de décisions nationaux, régionaux et internationaux

- Poursuivre les actions de plaidoyer dans les cadres où le ReSaD est reconnu
- Mieux communiquer sur les retombées des décisions internationales



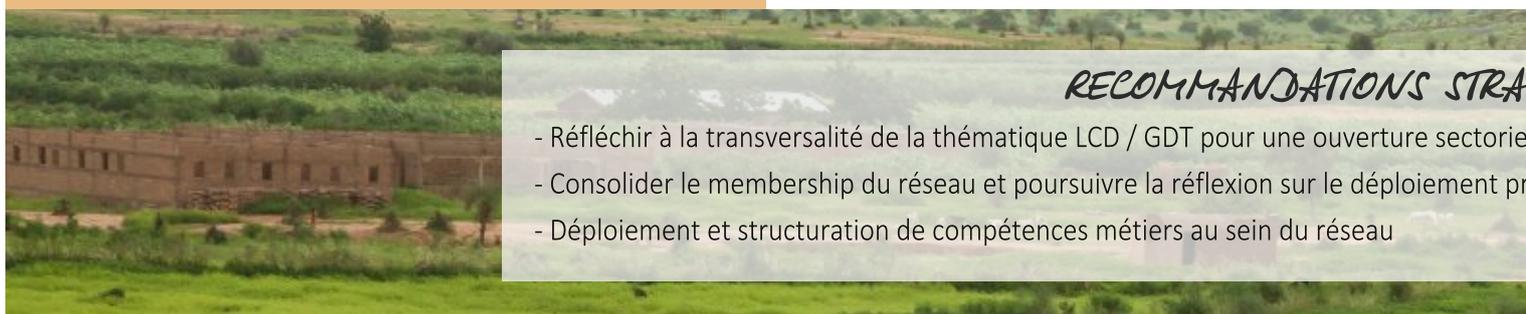
*Défendre une
vision partagée au
sein de la société
civile*

L'ancrage de la vision et dynamique réseau du ReSaD doit s'améliorer au sein des plateformes nationales

- Appropriation de l'identité du réseau par les membres
- Renforcement de l'animation interne
- Responsabilisation des membres



*Dépasser le projet pour
faire vivre le réseau
dans les pays*



RECOMMANDATIONS STRA

- Réfléchir à la transversalité de la thématique LCD / GDT pour une ouverture sectorielle
- Consolider le membership du réseau et poursuivre la réflexion sur le déploiement pr
- Déploiement et structuration de compétences métiers au sein du réseau

STRATEGIE D'INTERVENTION DU PROJET RESAD III

Objectif global : favoriser le déploiement de la lutte contre la désertification et de la gestion durable des terres au Sahel à travers une meilleure articulation des différents acteurs parties prenantes

Objectif Spécifique 1 : Améliorer la mise en œuvre des projets de gestion durable des terres dans les territoires ruraux au Sahel

Le ReSaD s'engage pour un développement durable des territoires

Démarche : accompagner les OSC à s'approprier la LCD et à améliorer leurs pratiques par la mutualisation et le partage d'expérience. Renforcer les capacités des collectivités locales pour qu'elles prennent en main la LCD et gèrent durablement les territoires.

Principales activités : organisation de rencontres d'échange et de partage de pratiques nationales et régionales. Capitalisation sur les projets et pratiques de GDT, LCD

Formation des communes et accompagnement à la mise en œuvre d'initiatives de LCD dans les territoires au bénéfice des populations rurales.

Objectif spécifique 2 : Structurer la stratégie d'influence et les actions de plaidoyer des OSC et des collectivités locales sur les prises de décisions politiques en matière de gestion des terres

Le ReSaD et ses membres déploient leur influence autour de l'IGMVSS et de la CNULCD

Démarche : orchestration de la concertation dans les pays et entre les pays pour produire les positions de la société civile sahélienne. Leadership de la société civile dans les deux cadres pour porter les positions communes.

Principales activités : organisation de la concertation de la société civile dans les pays et à l'international avec le sommet Désertif'Actions. Production de papiers de positions. Participation du ReSaD aux rencontres liées à la CNULCD et à la GMV.

Objectif spécifique 3 : Consolider le bon fonctionnement du réseau en permettant une dynamique de déploiement à moyen terme

Le ReSaD s'appuie sur une gouvernance transparente et impulsée par les membres des plateformes

Démarche : communication externe sur la GDT et la LCD en mettant en avant les expériences des membres, renforcement de l'animation au sein des plateformes et entre elles, poursuite des modalités de gouvernance du réseau autour du COPIL et renforcement de la participation des membres dans la gouvernance, réflexion stratégique thématique et sur la poursuite du réseau.

Principales activités : comités de pilotage, réunions entre les membres dans et entre les pays, réunions stratégiques, diffusion d'informations et sensibilisation du grand public.

STRATEGIES A LONG TERME

Recrutement de nouveaux partenaires financiers
Progressif du réseau en termes de pays d'implantation et de statut juridique

Agenda du ReSaD

Juillet 2018

L'UICN et l'UA ont organisé un forum GMV – Société civile du 24 au 26 juillet à Ouagadougou. Les plateformes du ReSaD ont pris part à ce forum qui visait à galvaniser la participation de la société civile à la mise en œuvre de l'Initiative. Le ReSaD a particulièrement insisté sur la nécessité d'articuler les actions, déjà en cours ou programmées, de la société civile dans les territoires, avec celles de la GMV. L'élaboration de critères de labellisation pourrait être une voie pour valoriser les actions portées par la société civile.

Octobre 2018

Du 2 au 5 octobre à Dakar, se tiendra l'atelier de lancement du projet « Reverdir le Sahel » coordonné par l'ONG Both ENDS et financé par la fondation DOB. Le SPONG et le CNCOD sont parties prenantes de ce projet qui vise sur les 10 prochaines années, la restauration de terres via la RNA au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal.

Dans le cadre des célébrations des 20 ans du CARI, une journée spéciale sera organisée le 16 octobre dans les locaux de l'AFD, pour présenter le module de form'action des collectivités locales. Ce module est un des résultats majeurs inscrit dans le projet ReSaD II, qu'il est nécessaire de présenter et diffuser auprès de partenaires techniques et financiers.



Novembre 2018

Pour clôturer le projet FLEUVE, le ReSaD et ses partenaires des réseaux RADD0 et Drynet vont organiser des ateliers nationaux de capitalisation sur le module de form'action, sa mise en œuvre dans les communes et sa diffusion dans les pays. Les ateliers réuniront donc les acteurs qui ont pris part au processus encadrant le module de form'action, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

Liste des acronymes

COP : Conférence des Parties

CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CNULCD : Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification

GDT : Gestion Durable des Terres

GMV / IGMVSS : Initiative pour la Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel

LCD : Lutte Contre la Désertification

NDT : Neutralité en matière de Dégradation des Terres

ODD : Objectif de développement durable

PDC : Plan de développement communal

RNA : Régénération Naturelle Assistée

UA : Union africaine

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

Membres



Rue du courrier - 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37
resad@cariassociation.org
www.resad-sahel.org

Le ReSaD est un réseau coordonné par l'association CARI

Partenaires

